Plus de six millions de voix pour la fille de Le Pen, un personnel politique de la bourgeoisie largement discrédité à l'image de son chef Sarko, un favori, Hollande, qui tient en ses mains les rênes de la défaite et des candidats à gauche du PS qui font autrement mais pas mieux qu'en 2007…

Entretien avec Sandra Demarcq, de la direction du Nouveau parti anticapitaliste.

L'Anticapitaliste: **C'est dans les termes ci-dessus qu'on pourrait résumer les résultats du 1er tour. Sandra, d'accord?**

Sandra Demarcq: Oui. Et j'ajouterais même que, au final, après ce premier tour, le rapport de forces global est mauvais pour la gauche.

Les observateurs glosent beaucoup sur la nature du vote pour le Front national. Vote sanction ou vote d'adhésion?

Un peu des deux. Contrairement à son père, Marine Le Pen a joué la carte sociale, celle de la défense des petites gens, de la «France qui souffre», comme si elle en était, de ces petites gens. Et ça a marché. Il semblerait d'après les premières analyses du vote qu'une majorité d'ouvriers aient voté pour elle, comme en 2002 déjà, mais aussi un très grand nombre de jeunes. C'est inquiétant…

Oui, sauf que depuis 1985, il y a un socle dur de 15 à 18% en faveur du FN qui se maintient. On n'en est plus aux gens qui s'égarent une fois chez Le Pen, c'est une adhésion idéologique.

Oui, effectivement, c'est une adhésion combinée de tous ceux qui ne croient plus à la droite traditionnelle et de ceux pour qui la gauche n'est plus porteuse d'espérance.

Mais d'autres ont exprimé leur désillusion en votant Mélenchon…

C'est vrai qu'il a su donner une réponse en premier lieu aux déçus du PS par des tons qui rappellent le Mitterrand de 1981. D'ailleurs, si tu regardes de près son programme, la différence avec celui de Mitterrand a l'épaisseur d'un papier à cigarettes. Mais il a su, plus largement, donner de l'espoir à un peuple de gauche que les orientations de Hollande déroutent… C'est un phénomène important dont il faut tenir compte, malgré toutes les ambiguïtés du discours sur la «révolution par les urnes» ou «l'insurrection citoyenne».

Alors, justement, le NPA n'a-t-il pas passé à côté des enjeux comme le dit par exemple l'un de ses membres historiques, Samy Joshua?

Non, je ne le crois pas. Evidemment les conditions étaient mauvaises. En 2002 et 2007, il n'y avait pas Mélenchon. Et encore moins la division interne. Mais notre campagne n'était pas décalée. Dès le début de la campagne officielle, avec l'égalité du temps de parole, nous avons pu faire entendre nos points de vue, nos propositions.

Nous n'avons pas fait une campagne «ouvriériste» ou de «témoignage» comme certains l'ont dit en interne, nous avons réussi, à travers la candidature de Philippe Poutou, à faire passer un message fort. Celui de dire que c'était à nous, salariés, femmes, jeunes, chômeurs ou retraités, de prendre nos affaires en main de façon collective contre les méfaits du capitalisme. Nous avons réussi, au-delà de notre score, à faire exister des réponses anticapitalistes aux attentes de la population: l'interdiction des licenciements, l'augmentation de tous les revenus de 300 euros nets, l'annulation de la dette, une autre répartition des richesses et la sortie du nucléaire en dix ans.

Et le fait que Mélenchon se soit empressé de prendre ses distances sur la participation à un futur gouvernement Hollande est aussi le résultat de nos critiques, de notre exigence d'un positionnement indépendant d'une future majorité et d'un gouvernement du PS et des Verts.

Et maintenant?

Il s'agit maintenant d'assurer la mobilisation unitaire la plus large, tout d'abord pour dégager Sarko et toute sa bande par un vote massif. Mais aussi pour faire vivre dans la mobilisation unitaire les questions sociales qui ont été particulièrement absentes durant la campagne. Et ce à commencer par le 1er Mai car, en voulant se l'approprier, Sarkozy reconnaît implicitement l'importance de la question sociale.

Et c'est d'autant plus important de redonner confiance dans la mobilisation que, si on dégage Sarko, il faudra se préparer à combattre l'austérité à laquelle, comme il l'a lui-même dit,

Hollande veut «redonner du sens».

C’est dans la lutte pour les revendications, contre l’austérité, qu’elle soit de droite ou de «gauche», qu’il faut construire une opposition politique et sociale au gouvernement qui sortira du second tour. La vraie opposition, pas celle de Marine Le Pen.

La lutte des classes pour battre le FhaiNe, donc…

C’est ça.

Cet article a été publié sur http://www.gauche-anticapitaliste.ch/